

# Tocsin pour l'école

*“Dans le domaine des indicateurs de “performances économiques” pures - PIB par habitant, productivité apparente du travail (PIB/emploi) - le Luxembourg se situe au premier rang des pays industrialisés”. Si l’on regarde cependant comment cette performance économique se traduit en développement humain, le Luxembourg sort de son premier rang pour venir se situer modestement en seizième place loin derrière des pays comme la Belgique, la France, les Pays-Bas ou la Suisse – pour ne pas parler des pays scandinaves ou des pays en dehors de l’UE. D’où vient cette disparité criante entre une performance économique “exemplaire” et le développement humain de ses habitants ? C’est, dit le Statec, “le faible niveau de l’indice Education qui fait rétrograder le Luxembourg de la première place, que lui confèreraient ses performances économiques, à la seizième”.*

Ana Mateus  
Ferreira, Serge  
Kollwelter

Face à ces chiffres, on peut faire l’autruche et oublier que dans le pays le plus “riche” seulement 35% des jeunes de 20-24 ans poursuivent encore des études (dont seulement 24,6 % des étrangers résidents) ou que, dans la tranche d’âge des 25-29 ans, seuls 70% de la population ont terminé le deuxième cycle de l’enseignement secondaire, “performance” négative qui situe le Luxembourg au niveau de pays comme le Portugal, le pays de queue de l’Europe des 15 du point de vue des indicateurs économiques “purs”.

On peut aussi prolonger la discussion sur les défis posés à l’école par les nombreux enfants étrangers dont une bonne partie serait perdue dans le labyrinthe linguistique luxembourgeois en oubliant que l’étude PISA a eu le mérite de focaliser sur les inégalités sociales. On n’a pas connaissance des mêmes difficultés causées aux élèves, presque exclusivement étrangers, par les écoles internationales que fréquentent ceux-ci, et pour cause : l’origine sociale prévaut ici sur le passeport.

Il est également possible de se lancer dans de longues expertises, elles aussi très approfondies, sur les dysfonctionnements du système scolaire et sur les meilleures solutions pour y remédier, études qui d’un gouvernement à un autre, d’une coalition à une autre, demandent à être renouvelées et adaptées, jusqu’à ce qu’un nouveau gouvernement et/ou une nouvelle coalition vienne remplacer la précédente, exigeant encore une fois de nouvelles recherches sur les réformes possibles, sans qu’entre-temps des mesures de simple bons

sens soient prises ou des expériences isolées jugées positives par les décideurs soient généralisées.

Il ne s’agit évidemment pas de nier la nécessité impérieuse de réaliser des recherches et des expertises préalablement à une réforme de fond en comble de n’importe quel système d’enseignement (reste à savoir si la volonté d’aller au fond des choses existe). Ce dont il s’agit est de savoir si, entre-temps, des mesures simples, évidentes et consensuelles ne devraient pas être mises en œuvre tout de suite, au plus tard dès la rentrée scolaire prochaine, faisant suite d’ailleurs aux promesses électorales en la matière des partis de la coalition gouvernementale.

Le Luxembourg se targue d’être un pays où la politique est faite d’un volontarisme capable de mouler l’avenir, de capacité d’anticipation et de pragmatisme visionnaire, caractéristiques qui expliqueraient le succès économique dont il jouit. Pour des étrangers, comme c’est le cas de la signataire, originaires d’un pays où ces vertus paraissent indéniablement absentes, il s’agit là d’un motif de perpétuelle admiration, surtout si l’on garde à l’esprit la configuration et l’emplacement géographiques du Luxembourg. Mais où sont ce volontarisme et cette capacité d’anticipation en matière d’éducation, alors que les sonnettes d’alarme tinent depuis des années ? Alors que l’on sait que chaque année scolaire qui passe sans mesures réformistes ne fait que mettre en péril les résultats économiques “purs” du Luxembourg et (ce qui est pire) menacer d’insuccès scolaire ou de préparation scolaire insuffisante de nouvelles générations d’enfants (et pas seulement des étrangers) ?

## Que mille projets fleurissent, ou alors au moins une dizaine....

Certes, des recherches et des études sérieuses ne pourront qu'améliorer à l'avenir la panoplie de mesures auxquelles il sera possible d'avoir recours pour mettre les résultats de l'éducation au niveau de la performance économique. Il n'y a pas l'ombre d'un doute : la réforme ne pourra se faire sans ces études, sans un large débat dans la société sur les choix à faire; mais d'ici là, ne serait-ce que pour indiquer le chemin, pour donner la mesure de l'importance que l'on attache à la résolution du problème et pour donner espoir à des milliers de parents et d'enfants exclus ou menacés d'exclusion du système actuel, de petites mesures allant dans la bonne direction pourraient commencer à faire la différence...

Nous voulons évoquer ici, de façon non-exhaustive d'abord, ce qui est prévu dans le programme gouvernemental :

- Permettre à tous les élèves d'acquérir une base plus solide en allemand en recourant au savoir faire déjà acquis ça et là dans l'approche " ALE allemand langue étrangère " et en le généralisant. Débuter avec l'apprentissage du français un semestre plus tard, en troisième année primaire donc, ne ferait rien perdre au français, son apprentissage s'étirant de toute façon encore sur 7 années de scolarité obligatoire.
- Sachant que les devoirs à domicile sont un facteur qui creuse les inégalités sociales, l'abolition des devoirs à domicile dans les premières années du primaire est inéluctable dans un système qui est particulièrement peu performant pour agir contre ces mêmes inégalités sociales. Dans le même contexte, le programme gouvernemental prévoit la gratuité des devoirs à domicile.
- Ouvrir l'accès à l'enseignement secondaire dit classique à un plus grand nombre d'élèves luxembourgeois et étrangers en leur permettant de suivre les cours dans la langue où ils se sentent les plus forts. A moins de vouloir réserver le succès à ceux qui s'expatrient dans les écoles belges pour y obtenir un diplôme largement moins multilingue, mais reconnu comme équivalent ?
- Mettre en route sinon partout, au moins de façon consistante et suffisamment large, des projets-pilote qui ont déjà fait leurs preuves à l'étranger et au Grand-Duché en favorisant l'innovation, en suscitant des projets d'école au primaire, en mettant à la disposition des partenaires de l'école d'un quartier ou d'une commune qui veulent aller de l'avant des facilitateurs, des experts et un suivi scientifique, en un mot comme en mille : des moyens supplémentaires.
- L'embauche de " native speakers " comme enseignants de langue dans les classes supérieures du postprimaire serait une contribution à l'emploi effectif de ces langues dans la situation scolaire quotidienne.



- Le système d'évaluation devra comprendre des éléments sommatifs et formatifs dès l'automne 2005.

Pour donner de la consistance aux recommandations répétées en matière de scolarisation des enfants étrangers :

- Depuis des décennies, le Ministère recommande une série de mesures aux communes pour répondre à la situation spécifique des enfants étrangers: aucune n'a été rendue obligatoire. S'il y a volonté politique d'aller de l'avant, ne faudrait-il pas dès à présent renverser la façon de procéder ? Le Ministère déclare comme étant de règle par exemple une approche ALE ou encore l'intégration des cours de langue maternelle dans le cursus de l'école luxembourgeoise. Aux communes de faire valoir leur autonomie et d'expliquer pourquoi elles invoquent une exception à ces règles.

L'invocation du simple bon sens :

- On ne cesse de souligner depuis bientôt 15 ans l'importance d'une approche obligatoire de la langue luxembourgeoise au préscolaire. Nous citons du "catalogue des 40 mesures du Ministre Fischbach" de 1991 : "Des objectifs d'apprentissage du luxembourgeois au jardin d'enfants seront définis et les matériels adéquats seront créés. Face à la gravité de la situation et contrairement aux usages, cette partie du programme des jardins d'enfants sera rendue obligatoire". La gravité de la situation persiste malgré les efforts faits en cette matière. Bénéficiaire d'une approche systématique relève encore du hasard, l'obligation n'ayant toujours pas été introduite, tout comme les objectifs à atteindre ne sont toujours pas fixés.

Le changement n'est pas un but en soi. Sans changement, l'école risque cependant de devenir plus inégalitaire encore qu'elle ne l'est actuellement. Mais la situation actuelle ne semble pas émouvoir grand-monde, en tout cas pas ceux qui s'opposent au moindre changement.

**La situation actuelle ne semble pas émouvoir grand-monde, en tout cas pas ceux qui s'opposent au moindre changement.**